

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg**

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 582****11 novembre 1996****SOMMAIRE**

Amhurst Corporation S.A., Luxembourg .. page	27936	NFM Trading S.A., Bertrange .....	27936
Axa Bonds (Conseil) S.A., Luxembourg .....	27899	Nouvelle Financière Moderne S.A., Luxembourg	27912
Axa Bonds, Sicav, Luxembourg .....	27899	Novag International S.A., Luxembourg .....	27935
Axa Equities (Conseil) S.A., Luxembourg .....	27900	Orning Bus AG, Luxembourg .....	27909
Axa Equities, Sicav, Luxembourg .....	27899	Parvest, Sicav, Luxembourg .....	27917
Axa Euro Funds (Conseil) S.A., Luxembourg ....	27900	Passion Façades S.A., Luxembourg .....	27912
Axa Euro Funds, Sicav, Luxembourg .....	27900	Patent and Shares International Holding S.A., Remich	27911
Banco Ambrosiano Holding S.A., Luxembourg ..	27933	Patent Line Holding S.A., Luxembourg ....	27912, 27913
Cat Umbrella, Sicav, Luxembourg .....	27935	Pharcom S.A., Luxembourg .....	27911
Chemtech S.A., Luxembourg .....	27921	Press-Invest S.A.H., Luxembourg .....	27913
Chinon Holding S.A., Luxembourg .....	27919	Prolima, S.à r.l., Mersch .....	27912
Citicorp Investment Management (Luxembourg)		Protected Capital, Sicav, Luxembourg .....	27934
S.A., Luxembourg .....	27900	Publi Europe S.A., Luxembourg .....	27913
Crossbow Sales & Marketing S.A., Luxembourg ..	27924	Radici Group Lux S.A., Luxembourg .....	27914
Efla Holding S.A., Luxembourg .....	27900	Réalisation Immobilière S.A., Luxembourg ....	27914
Elmsford Investments S.A., Luxembourg .....	27926	Relesta S.A., Luxembourg .....	27916
Entente des Hôpitaux Luxembourgeois, Luxembg	27918	Sailor Holding S.A., Luxembourg .....	27914
European Money Market, Sicav, Luxembourg ....	27935	Say Holding S.A., Luxembourg .....	27915
Fidelity Portfolio Selector, Sicav, Luxembourg ...	27934	S.E.I.L., Société Européenne d'Investissement Immo-	
Fonds Investment, Sicav, Luxembourg .....	27933	bilier S.A., Luxembourg .....	27915
France Privatisations, Sicav, Luxembourg .....	27917	Simon-Diasol Opérations S.A., Luxembourg ....	27916
Goldsberg S.A., Luxembourg .....	27936	Société de Participations Apafin S.A.H. ....	27933
IE 96 Open Fund, Fonds Commun de Placement	27892	Société Foncière et Commerciale Country Land	
Lefa S.A.H., Luxembourg .....	27899	S.A., Luxembourg .....	27890
Loran Finance S.A., Luxembourg .....	27898	Sodimad S.A., Luxembourg .....	27915, 27916
Ludofuel, S.à r.l., Bridel .....	27901	Stam International S.A., Luxembourg .....	27918
Luxconcert, GmbH, Luxembourg .....	27898	Steelpartners S.A., Luxembourg .....	27918
Luxmetalsistem S.A., Windhof .....	27901	Sterifant Finanz Holding AG, Luxembourg .....	27916
Malaga S.A.H., Luxembourg .....	27907	Studio V Luxembourg, Luxembourg .....	27917
Mebaulux, S.à r.l., Howald .....	27933	Sylvex S.A. Holding, Luxembourg .....	27918
Medix International S.A., Luxembourg .....	27902	Télé Center S.A., Strassen .....	27926
Me-Ko Trans S.A., Luxembourg .....	27933	Tera Airtech S.A., Luxembourg .....	27931
Menarini International Operations Luxembourg S.A.,		Tera S.A., Luxembourg .....	27926
Luxembourg .....	27908	Terra-Immobilien S.A. ....	27931
Mercator Transport (Luxembourg), S.à r.l., Stein-		T.I.C., Travail International de Communications,	
fort .....	27908, 27909	S.à r.l., Luxembourg .....	27932
Mesa Verde S.A.H., Luxembourg .....	27901	Tilsit Holding Investments S.A., Luxembourg ...	27932
Metallurgy Trading Finance AG, Luxembourg ....	27908	Tower Management Company S.A., Luxembourg	27901
Mondic Company S.A., Luxembourg .....	27909	Tycoon Int., S.à r.l., Luxembourg .....	27932
M.T.R.G. S.A., Luxembourg .....	27910	UGMF Holding S.A., Luxembourg .....	27932
Muyle Telecomunic Systems, S.à r.l., Luxembourg	27910	Villa Adriana S.A., Luxembourg .....	27932
M.V.S.F. S.A., Luxembourg .....	27910	World Futures Management S.A., Luxembourg ..	27901
N.E.I., New European Invest S.A., Luxembourg ..	27902	World Futures S.C.A., Luxembourg .....	27901
New York New York, S.à r.l., Luxembourg .....	27911		

**SOCIETE FONCIERE ET COMMERCIALE COUNTRY LAND S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.

**STATUTS**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le huit octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) La société MERSEY SERVICES LIMITED, ayant son siège social à Road Town, P.O. Box 3136, Tortola, British Virgin Islands,

ici représentée par Monsieur Olivier Martin, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Monaco, le 8 octobre 1996, ci-annexée;

2) La société LEGNOR TRADING S.A., ayant son siège social à Road Town, P.O. Box 3136, Tortola, British Virgin Islands,

ici représentée par Monsieur Olivier Martin, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Monaco, le 8 octobre 1996, ci-annexée.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de SOCIETE FONCIERE ET COMMERCIALE COUNTRY LAND S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet d'une part l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente et la location de tous immeubles, meublés ou non, et généralement toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchand de biens, et le placement et la gestion de ses liquidités; d'autre part, toutes opérations commerciales se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations sans avoir à respecter les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société ou association dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

En général, la société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

**Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

### **Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit le troisième mercredi du mois de juin à 11.00 heures à Luxembourg au siège social ou en tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

### *Dispositions transitoires*

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) La société MERSEY SERVICES LIMITED, prénommée, mille actions . . . . . 1.000

2) La société LEGNOR TRADING S.A., prénommée, deux cent cinquante actions . . . . . 250

Total: mille deux cent cinquante actions . . . . . 1.250

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

### *Déclaration*

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

### *Estimation des frais*

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de soixante mille francs (60.000,-).

### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

1. Monsieur Martin A. Rutledge, chartered accountant, demeurant à Dippach;

2. Madame Josiane Schmit, employée privée, demeurant à Lintgen;

3. Monsieur Alain Tircher, comptable, demeurant à Metzert.

3) Est appelée aux fonctions de commissaire:

- La société anonyme GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

4) Le mandat des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de deux mille deux.

5) Le siège social est fixé à L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: O. Martin, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 1996, vol. 93S, fol. 73, case 12. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 1996.

F. Baden.

(36981/200/145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1996.

## IE 96 OPEN FUND, Fonds Commun de Placement.

### MANAGEMENT REGULATIONS

**Art. 1. The Fund.** IE 96 OPEN FUND (hereinafter called the «Fund») is an open-ended mutual investment fund («fonds commun de placement») organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The Fund is an unincorporated co-proprietorship of holders of units («Unitholders») of the securities and other assets of the Fund subject to the provisions of these Management Regulations. It shall be managed in the interest of the Unitholders by IBJ FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. (the «Management Company»). The Fund's assets shall be held by the Custodian and are segregated from those of the Management Company.

The Fund's assets shall all be connected with one class and category of units («Units») as set forth in Article 4 hereafter.

By the acquisition of Units, any Unitholder fully accepts these Management Regulations which determine the contractual relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian.

**Art. 2. The Management Company.** The Fund shall be managed on behalf of the Unitholders by the Management Company, which has its registered office in Luxembourg.

The Management Company is vested with extensive powers, within the limitations set forth in Article 5 below, to manage the Fund on behalf of the Unitholders. In particular, it shall be entitled to buy, sell, subscribe for, exchange and receive any securities and to exercise all the rights directly or indirectly connected with the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company (the «Board») shall determine the investment policy of the Fund in accordance with the limitations set forth in Article 5 below.

The Board may appoint managers or officers and/or administrative agents to implement the investment policy and the management of the assets of the Fund. It may further, for the benefit of the Fund, obtain information services, investment advice and other services.

The Management Company and any appointed investment manager(s) or investment adviser(s), as the case may be, shall be entitled to management, respectively investment advisory or investment management fees described in Article 11 hereafter.

**Art. 3. The Custodian.** The Custodian shall be appointed by the Management Company. THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN (LUXEMBOURG) S.A., a société anonyme under Luxembourg law with its registered office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

Either the Management Company or the Custodian may terminate this appointment at any time in writing upon ninety days' prior notice. The Management Company may, however, only terminate the functions of the Custodian if a new custodian takes over the functions and responsibilities of the Custodian as laid down in these Management Regulations. After the termination of its appointment, the Custodian shall continue to carry out its functions as shall be necessary for the transfer of all the assets of the Fund to the new Custodian.

In the event of termination by the Custodian, the Management Company shall within two months appoint a new custodian to take over the functions and responsibilities of the Custodian in accordance with these Management Regulations. In this case the Custodian must ensure that the interests of the Unitholders are safeguarded until its functions are transferred to the new custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in conformity with the Law (as defined hereafter).

In particular, the Custodian shall:

(a) ensure that the sale, issue, repurchase and cancellation of Units effected on behalf of the Fund or by the Management Company are carried out in accordance with the Law and the Management Regulations;

(b) carry out the instructions of the Management Company, unless they conflict with the Law or the Management Regulations;

(c) ensure that in transactions involving the assets of the Fund, the consideration is remitted to it within the usual time limits; and

(d) ensure that income of the Fund is applied in accordance with the Management Regulations.

All cash and securities constituting the assets in the Fund shall be held by or to the order of the Custodian on behalf of the Unitholders. The Custodian may entrust correspondent banks with the custody of such assets. The Custodian may hold securities with such clearing houses as the Custodian may determine. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, provided such instructions conform with the Management Regulations and the provisions of the Law.

**Art. 4. The Units.** The Management Company shall issue Units in the Fund which shall all be of the same class and category and the proceeds of the issue of Units shall be invested, pursuant to Article 5 hereof, in securities or other assets in accordance with specific investment guidelines determined by the Management Company for the Fund.

For the purpose of determining the total net assets of the Fund, assets shall, if not expressed in United States Dollars, be converted into United States Dollars.

The Units of the Fund shall be issued and redeemed by the Management Company pursuant to Articles 6 and 10 hereafter at prices based on the net asset value (the «Net Asset Value») determined in accordance with Article 8 of these Management Regulations.

**Art. 5. Investment Restrictions, Investment Techniques and Instruments.** The Management Company shall invest the proceeds paid into the Fund for joint account of Unitholders in transferable securities and other assets permitted by law in conformity with the principle of risk spreading. In this context, the Management Company shall specify the investment guidelines of the Fund and publish such guidelines in the prospectus of the Fund.

The Fund shall be managed with the objective of providing the Unitholders through a participation in the Fund with the opportunity to invest in a portfolio of securities in different geographical markets or different industries or sectors. The Management Company shall at its discretion decide what investment opportunities the Fund shall offer to investors.

If it appears advisable at any time to retain ancillary liquid assets in the Fund, such assets may temporarily be kept in cash and in money market instruments issued or guaranteed by highly-rated borrowers having a maturity of less than 12 months or in current or deposit accounts.

In addition, use may be made of options and financial futures to the extent that this shall have been provided hereinafter and in the prospectus.

The Fund shall observe the investment limitations below:

(1) The Fund may not invest in the securities of any one issuer, if the value of the holdings in the securities of such issuer exceeds 10 % of the Fund's total net assets.

(2) The Fund may not invest in the securities of any single issuer if as a result thereof the Fund owns more than 10% of the securities of the same kind issued by such issuer.

If the percentages set forth under (1) and (2) above are exceeded as a consequence of the exercise of the rights attached to the securities or otherwise than by the purchase of securities, the Fund must adopt as its objective, in its selling transactions, the regularization of the position of its portfolio as soon as the Fund considers it to be in the best interests of the Unitholders.

The percentages set forth under (1) and (2) above shall not apply to securities issued or guaranteed by any government or any local authority of or within a country that is a member State of the OECD or any international body with EU, regional or worldwide scope.

(3) The Fund may not invest more than 10 % of its net assets in securities which are not traded on an official stock exchange or on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public (a «Regulated Market») offering comparable guarantees.

(4) The Fund may not borrow amounts in excess of 25 % of its total net assets.

(5) The Fund may not grant loans or act as guarantor for third parties, provided that the lending of securities permitted by applicable laws and regulations shall not be deemed to be the making of a loan for this purpose.

(6) The Fund may not make investments for the purpose of exercising control or management.

(7) The Fund may not purchase or sell real estate, except that it may invest in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

(8) The Fund may not purchase or sell commodities or commodity contracts.

#### Investment Techniques and Instruments

##### *1. Investment Techniques and Instruments relating to Transferable Securities*

The Fund may, under the conditions and within the limits laid down by law, regulation and administrative practice, employ techniques and instruments relating to transferable securities, provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management.

##### *1. Options on transferable securities*

The Fund shall purchase and sell call and put options on securities and deal in financial futures only if traded on a Regulated Market.

At the time of selling call options on securities, the Fund must hold either the underlying securities or equivalent call options or other instruments which may be used to adequately cover the liabilities arising therefrom, such as warrants. The securities underlying said call options sold may not be realised as long as the options thereon shall not have expired, unless these are covered by matching options or by other instruments which may be used to this effect. The same applies to matching call options or other instruments held by the Fund, if it does not hold the underlying securities at the time of selling the relevant options.

Call options sold may be closed out at any time.

Where put options on securities are sold, the Fund must be covered for the full duration of the option contract either by equivalent put options already purchased (closing sales), or by cash or liquid assets of an equivalent value.

If the Fund sells call options relating to portfolio securities which it does not hold at the time of entering into such transactions, the exercise price of such options sold may not exceed 25 % of the net assets of the Fund and the Fund must at all times be able to procure the covering of the positions entered into by virtue of such sales.

The total commitment arising on the sale of call and put options (excluding the sale of call options for which the Fund has adequate coverage) and the total commitment arising from financial futures and from transactions undertaken for

purposes other than hedging, may at no time exceed the total net asset value of the Fund, having netted long positions against short positions as defined below.

## 2. Transactions relating to Futures and Options on Financial Instruments

Except for transactions on a mutual agreement basis as described below, transactions relating to futures and options on financial instruments may only relate to contracts which are dealt in on a Regulated Market.

### a) Hedging operations relating to the risks attached to the general movement of stock markets

As a global hedge against the risk of unfavourable stock market movements, the Fund may sell futures on stock market indices or sell call options or purchase put options on stock market indices, provided there exists in each case a sufficient correlation between the composition of the index used and the securities of the Fund.

The total commitment relating to futures and option contracts on stock market indices may not exceed the global valuation of securities held by the Fund in the market corresponding to each index.

### b) Transactions relating to interest rate hedging

The Fund may also deal in financial futures and in option contracts in order to protect the value of debt-securities held by the Fund against interest rate risks.

As a global hedge against interest rate fluctuations, the Fund may sell interest rate futures contracts. For the same purpose it may also sell call options or buy put options on interest rates or make interest rate swaps any of which may be on a mutual agreement basis with first class financial institutions specialized in this type of transactions.

### c) Transactions which are undertaken for purposes other than hedging

Apart from option contracts on transferable securities and contracts relating to currencies, the Fund may, for a purpose other than hedging, buy and sell futures contracts and option contracts on any type of financial instruments, provided that the total commitment arising on these purchase and sale transactions together with the total commitment arising on the sale of call and put options on transferable securities at no time exceeds the net asset value of the Fund.

Sales of call options on transferable securities for which the Fund has sufficient coverage are not included in the calculation of the total commitment referred to above.

The commitment arising on futures contracts is equal to the liquidation value of the net position of contracts relating to identical financial instruments (after netting between purchase and sale positions), without taking into account the respective maturities.

The commitment deriving from options purchased and written is equal to the aggregate of the striking prices of net uncovered sales positions which relate to single underlying assets, without taking into account respective maturity dates.

### d) General

The total of the premiums paid to acquire put and call options on transferable securities or any warrants, together with the total of the premiums paid to acquire call and put options on other financial futures and all financial instruments may not exceed 15 % of the total net assets of the Fund.

The total commitment on financial futures contracts, option contracts and interest rate swaps may not exceed the total value of the assets to be hedged, held by the Fund and expressed in the currency corresponding to these contracts.

## *II. Techniques and Instruments to hedge Exchange Risks*

The Fund may further, under the conditions and within the limits laid down by law, regulation and administrative practice, employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the hedging of the Fund's assets and liabilities.

To this effect the Fund may enter into transactions the purpose of which is the sale of forward currency contracts, the sale of call options on currencies or the purchase of put options on currencies effected through contracts which are dealt in on a regulated market, operating regularly, recognised and open to the public. For the same purpose the Fund may also sell currencies forward or exchange currencies on a mutual agreement basis with first class financial institutions specialised in this type of transaction.

The objective of the transactions referred to above presupposes the existence of a direct relationship between the contemplated transaction and the assets or liabilities to be hedged and implies that, in principle, transactions in a given currency (including a currency bearing a substantial relation to the value of the currency of denomination of the Fund - known as «Cross Hedging») may not exceed the total valuation of such assets and liabilities nor may they, as regards to their duration, exceed the period where such assets are held or anticipated to be acquired or for which such liabilities are incurred or anticipated to be incurred.

## *III. Lending of Portfolio Securities*

Subject to investment restriction (5) above, the Fund may lend portfolio securities to third persons (for not more than 30 days and not in excess of 50 % of the total valuation of the securities of the Fund) through a standardized securities lending system organized by EUROCLEAR, CEDEL S.A. or other recognized clearing institutions or through a first class financial institution and will receive through such clearance agency collateral in cash or securities issued or guaranteed by a governmental entity of the OECD, or by their local authorities or by supranational institutions. Such collateral will be maintained at all times in an amount equal to at least 100 % of the total valuation of the securities, and for the duration of the loan.

**Art. 6. Issue of Units in the Fund and Restrictions on Ownership.** The Units shall be allotted by the Management Company after receipt of the issue price by the Custodian.

The Management Company reserves the right at its discretion to reject any application, in whole or in part, in the light of market conditions prevailing on the stock exchanges or currency markets or for any other reason considered advisable by the Management Company, without having to give reasons, in which event the application moneys or the balance thereof will be returned to the applicant.

The Fund has been organised under the Luxembourg law of July 19, 1991 on undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public (the «Law»).

Consequently, the sale of Fund Units is restricted to institutional investors for the purpose of the Law. The Management Company will not accept to issue Units to persons or companies who may not be considered as institutional investors for the purpose of the Law. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Units which would result in a non-institutional investor becoming a Unitholder in the Fund.

The Management Company may, at its full discretion, refuse the issue or the transfer of Units, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Units are sold or transferred is an institutional investor for the purpose of the Law.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the existing guidelines or recommendations of the competent supervisory authorities.

Institutional investors subscribing in their own name but on behalf of a third party must certify to the Management Company that such subscription is made on behalf of an institutional investor as aforesaid and the Management Company may require, at its sole discretion, evidence that the beneficial owner of the Units is an institutional investor.

The Management Company shall comply with the laws and regulations of the countries in which the Units are offered. The Management Company may at any time and at its discretion suspend or limit the issue of Units temporarily or permanently in particular countries or areas. The Management Company may exclude certain investors from the purchase of Units when this appears to be necessary to protect the Unitholders and the Fund as a whole.

Moreover, the Management Company may redeem Units in the Fund held by Unitholders who are excluded from acquiring or holding such Units.

The issue price per Unit shall be calculated on the basis of the Net Asset Value per Unit calculated following the date of receipt of the subscription application, at the condition that the application is received before the time determined from time to time by the Management Company and as disclosed in the then current prospectus. The issue price shall be the Net Asset Value per Unit calculated in United States Dollars, increased, as the case may be, by an amount for transaction charges which the Management Company may from time to time determine. Payment for Units issued must be received within five (5) bank business days in Luxembourg counting from and including the relevant issue day.

By exception, Units may, at the discretion of the directors of the Management Company, be issued in consideration of the vesting in the Fund of securities and of other assets likely of proper valuation and compatible with the investment objectives and policies and with the investments of the Fund to the extent acceptable to it and having a value (after deducting any relevant charges and expenses) equal to the relevant issue price for the Units. Such securities and other assets will be valued independently in accordance with Luxembourg law in a special report of the auditor of the Fund.

Issues shall normally be made at least twice a month and details shall be announced in the current Prospectus of the Fund.

**Art. 7. Unit Certificates, Confirmations of Holding.** All the investors shall, subject to the provisions of Article 6 of these Management Regulations, be entitled to acquire an interest in the Fund by subscribing for one or more Units. Units are issued in registered form only. No fractions of Units may be issued. Unitholders will receive a written confirmation advice or, if they so request, a Unit certificate.

Transfer of Units to an eligible institutional investor is evidenced by an inscription in the Unit register.

The Management Company may fix, from time to time, minimum holdings in Units.

The Management Company may split or consolidate the Units in the interest of the Unitholders.

**Art. 8. Net Asset Value.** The Net Asset Value per Unit shall be expressed in United States Dollars, up to two (2) decimals, under the supervision of the Custodian at least twice a month on dates specified in the current prospectus («a Valuation Date»).

The accounts of the Fund shall be expressed in United States Dollars.

The calculation of the Net Asset Value per Unit shall be made by the Administrator, by dividing:

(i) the total net value of the assets of the Fund, meaning the value of all the securities and all other assets, determined on the Valuation Date according to the principles described below, less all debts, obligations and liabilities of the Fund, by

(ii) the total number of Units then outstanding.

Units to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the relevant Valuation Date and from such time until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund.

The assets of the Fund will be valued as follows:

(a) securities listed on a stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such stock exchange or market. If a security is listed on several stock exchanges or markets, the last available price at the stock exchange or market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(b) securities not listed on any stock exchange or traded on a regulated market will be valued at their last available market price;

(c) securities for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently, and in good faith on the basis of their reasonably foreseeable sale price;

(d) cash and other liquid assets will be valued at their face value with interest accrued to the end of the preceding day;

(e) values expressed in a currency other than the United States Dollars shall be translated into US Dollars at the average of the last available buying and selling price for such currency.

The assets of the Fund will be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Fund;
- d) all cash dividends, if any, and cash distributions receivable by the Fund (provided that the Fund may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the liquidation value of all futures, forwards and options contracts;
- g) the preliminary expenses of the Fund insofar as the same have not been written off; and
- h) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The liabilities of the Fund shall be deemed to include:

- 1. all loans, bills and accounts payable;
- 2. all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Fund;
- 3. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time and other reserves (if any) authorised and approved by the Management Company; and
- 4. all other liabilities of the Fund of whatever kind and nature comprising formation expenses, fees payable to the Investment Adviser, the Custodian, the Administrator, and paying agents (if any) and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Fund, fees for legal and auditing services, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, the cost (if any) of translating such documents in such languages as is deemed appropriate, all taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone, telefax and telex. The Fund may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure of yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorized, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

**Art. 9. Suspension of the Calculation of the Net Asset Value and of the Issue and Redemption Price of Units.** The Management Company may suspend temporarily the issuance and redemption of Units:

- (a) during any period when any market or stock exchange, which is a principal market or stock exchange, on which a material part of the Fund's investments for the time being is quoted, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings are substantially restricted or suspended; or
- (b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal by the Fund of investments is not possible; or
- (c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Fund's investments or the current prices on any market or stock exchange; or
- (d) during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of, or in the payment for, any of the Fund's investments is not possible.

The Management Company may also suspend the issue and redemption of Units, if on any one Valuation Date applications to redeem are received, which aggregate fifteen per cent (15 %) or more of the outstanding Units of the Fund or (if less) for such number of Units having an aggregate value (calculated for this purpose at the Net Asset Value per Unit ruling on the last preceding Valuation Date) of not less than such monetary amount as determined by the Board and as disclosed in the Fund's current Prospectus. In such case, the Custodian and the Management Company may decide to delay the calculation of the Net Asset Value until receipt of the proceeds from sale of the corresponding assets which it will endeavour to do without undue delay.

The Management Company shall cease the issue and redemption of Units forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation. Unitholders having requested redemption of their Units will be notified in writing of any suspension within seven days of their request and will be promptly notified upon termination of such suspension.

**Art. 10. Redemptions.** Unitholders may request redemption of their Units at least twice a month on Valuation Dates to be specified by the Management Company. Units shall be redeemed on the basis of the applicable Net Asset Value per Unit established on the Valuation Date after the day of receipt of the redemption application, at the condition that the request is received before the time determined from time to time by the Management Company and described in the current Prospectus and that the request is accompanied with the relevant Unit certificates (if applicable). The redemption price shall be the Net Asset Value per Unit calculated in United States Dollars.

The Management Company must ensure that sufficient liquid funds are available in the Fund's assets, so that payment for the redemption of Units can, in normal conditions, be effected within five bank business days in Luxembourg counting from and including the relevant Valuation Date.

The Custodian shall make payments normally within 5 business days in Luxembourg, unless there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Custodian's control which make it impossible to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption proceeds are to be paid.

If on any Valuation Date redemption applications are received for redemptions aggregating fifteen per cent (15 %) or

more of the outstanding Units of the Fund or (if less) for such number of Units having an aggregate value (calculated for this purpose at the Net Asset Value per Unit ruling on the last preceding Valuation Date) of not less than such monetary amount as determined by the Board and disclosed in the Fund's current Prospectus, the Custodian and the Management Company may decide to delay the calculation of the redemption price until receipt of the proceeds from sale of the corresponding assets, which it will endeavour to do without unnecessary delay. In such event, the Management Company shall calculate the Net Asset Value on the basis of prices at which it sold portfolio investments to meet the redemption requests. On payment of the redemption price, the corresponding Unit ceases to exist.

#### *Compulsory Redemption*

If the Management Company becomes aware that any Units are owned directly or indirectly by any person in breach of any law (including the Law) or requirement of a country or governmental or regulatory authority, or otherwise in the circumstances referred to under «Issue of Units and Restrictions on Ownership» above, the Management Company may require the redemption of such Units.

**Art. 11. Expenses of the Fund.** The Fund shall bear the following expenses:

- all taxes which may be payable on its assets, income thereon and expenses chargeable to the Fund;
- standard brokerage and bank charges incurred by the Fund in the context of business transactions (these charges are included in the cost of investments and deducted from sales proceeds);
- fees (based on the average net assets of the Fund and payable semi-annually), expenses and transaction charges of the Custodian and of the Fund's appointed administration agent;
- the cost, including that of legal advice, which may be payable by the Management Company or the Custodian for actions taken in the interest of the Unitholders;
- the fees and expenses incurred in connection with the registration of the Fund with, or the approval or recognition of the Fund by, the competent authorities in any country or territory and all fees and expenses incurred in connection with maintaining any such registration, approval or recognition;
- the cost of printing the Unit certificates (if any), the cost of preparing, depositing, translating and publishing the Management Regulations and other documents in respect of the Fund, including notifications for registration, prospectuses and memoranda for all governmental authorities and stock exchanges (including local securities dealers' associations) which are required in connection with the Fund or with offering the Units of the Fund, the cost of printing and distributing yearly and half-yearly reports for the Unitholders in all required languages, together with the cost of printing and distributing all other reports and documents which are required by the relevant legislation or regulations, the cost of bookkeeping and computation of the Net Asset Value per Unit, the cost of notifications to Unitholders, the fees of the Fund's auditors and legal advisers, and all other similar administrative expenses, including the cost of advertising and other expenses incurred in connection with such activity, specifically for the offer and sale of the Units of the Fund, such as the cost of printing copies of the above-mentioned documents and reports as are used in marketing the Units.

All recurring fees shall first be deducted from the investment income, then from realized capital gains, and then from the assets. Other expenses may be written off over a period of 5 years.

**Art. 12. Business Year, Audit.** The accounting year of the Fund shall end on 31st December of each year, and for the first time on 31st December 1997.

The Fund and its accounts shall be audited by an auditor to be appointed by the Management Company.

**Art. 13. Distributions.** Each year after closing the Fund's accounts, the Management Company shall decide within the limits set forth by law and out of such distributable items as permitted by law and regulation whether, in respect of Units, distributions shall be made to the holders of Units and, if so, in what amount. Distributions so declared (if any) shall be paid without delay, following declaration.

Entitlement to dividends and allocations not claimed within 5 years of the date shall be forfeited and the corresponding assets shall revert to the specific portfolio concerned.

**Art. 14. Amendments to these Management Regulations.** The Management Company may amend these Management Regulations in full or in part at any time with the agreement of the Custodian.

They become effective upon their execution by the Custodian and the Management Company, subject to any regulatory clearance having been obtained and to the necessary registrations and deposits having been made. They will be effective as against third parties (which does not include existing and new Unitholders subscribing for Units after an amendment of the Management Regulations) 5 days after its publication in the Mémorial. The Management Regulations are on file at the Chancery of the District Court of Luxembourg.

**Art. 15. Announcements.** The latest Net Asset Value of the Fund shall be made public at the registered office of the Management Company on every bank business day in Luxembourg and may be published in such newspapers as the Management Company may from time to time determine.

The annual report, which shall be published within 4 months following the close of the accounting year, and all semi-annual reports of the Fund, shall be made available to Unitholders at the registered office of the Management Company and paying agents.

The dissolution of the Fund shall be published in the Luxembourg «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» and in three other newspapers, including one Luxembourg daily newspaper.

Notices to Unitholders, including notices about the suspension of the calculation of the Net Asset Value and of the redemption of Units, shall be sent to the unitholders at their addresses in the Unit register and may be published in such newspapers as the Management Company may from time to time determine.

**Art. 16. Duration of the Fund, Dissolution.** The Fund shall be established for an indefinite period of time. The Fund may be dissolved at any time by mutual agreement of the Management Company and the Custodian. Notice must be given in announcements in accordance with Article 15 above. No Units may be issued or redeemed after the date of an event forcing the Fund to enter into liquidation.

The Management Company shall realise the assets of the Fund in the best interests of the Unitholders, and, after deduction of liquidation charges and expenses, the Custodian shall distribute the Fund's net liquidation proceeds, to the holders of Units in the proportion of the Net Asset Value per Unit, all under and in accordance with the directions of the Management Company.

Unitholders, their heirs and any other beneficiaries may not demand the dissolution or division of the Fund.

**Art. 17. Prescription.** Unitholders' claims against the Management Company or the Custodian shall cease to be valid 5 years after the date of the occurrence giving rise to the claim.

**Art. 18. Applicable Law, Jurisdiction and Binding Languages.** The District Court of Luxembourg shall have jurisdiction over any disputes between the Unitholders, the Management Company, the shareholders thereof and the Custodian, and Luxembourg law shall apply. The Management Company and/or the Custodian may nevertheless submit themselves and the Fund to the jurisdiction of the countries in which the Units are offered and sold, in respect of claims by investors from such countries.

The English-language version of these Management Regulations shall be binding; the Management Company and the Custodian may nevertheless accept the use of transactions approved by them into the language of countries in which Fund Units are offered and sold and these shall be binding in respect of such Units sold to investors in those countries.

These Management Regulations become effective on October 21, 1996.

Luxembourg, October 18, 1996.

IBJ FUND MANAGEMENT  
(LUXEMBOURG) S.A.

Signature

THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN  
(LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 1996, vol. 485, fol. 73, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37052/267/413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1996.

**LORAN FINANCE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 17, rue du Fossé.

R. C. Luxembourg B 37.792.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 4 juin 1996*

1. La candidature de Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren, en tant qu'administrateur et la démission de Madame Marie-Josée Jähne est acceptée.

2. Monsieur Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange, est nommé Administrateur supplémentaire.

*A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:*

- Monsieur Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange,
- Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren,
- Monsieur Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique,
- Monsieur Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Carl Speecke, employé privé, demeurant à Luxembourg.

*Le Commissaire aux Comptes est:*

- Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Leur mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 1997.

Luxembourg, le 4 juin 1996.

Pour extrait sincère et conforme

BANQUE UCL

L'Agent Domiciliaire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 68, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(31822/011/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**LUXCONCERT, GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R. C. Luxembourg B 31.266.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31825/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**LEFA S.A., Société Anonyme Holding.**  
Siège social: L-1536 Luxembourg, 17, rue du Fossé.  
R. C. Luxembourg B 43.151.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 5 juin 1996*

1. La démission de Monsieur Jacques Bonnier et Mademoiselle Marie-Josée Jähne, Administrateurs, et de Monsieur Nico Weyland, Commissaire aux Comptes, est acceptée.

2. Messieurs Carl Speecke et Luc Leroi, employés privés, demeurant tous les deux à Luxembourg, sont nommés Administrateurs, en remplacement de Monsieur Jacques Bonnier et de Mademoiselle Marie-Josée Jähne. La candidature de Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique au poste de Commissaire aux Comptes, en lieu et place de Monsieur Nico Weyland, est acceptée. Monsieur Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange et Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren, sont nommés Administrateurs supplémentaires.

*A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:*

- Monsieur Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique
- Monsieur Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg
- Monsieur Carl Speecke, employé privé, demeurant à Luxembourg
- Monsieur Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange
- Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren.

*Le Commissaire aux Comptes est:*

- Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 1998.

Luxembourg, le 5 juin 1996.

Pour extrait sincère et conforme  
BANQUE UCL  
L'Agent Domiciliaire  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 1996, vol. 483, fol. 28, case 12. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(31819/011/31) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**AXA BONDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 32.222.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature

(37182/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

**AXA BONDS (CONSEIL) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 32.223.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature

(37183/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

**AXA EQUITIES, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 32.224.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature

(37184/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

**AXA EQUITIES (CONSEIL) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 32.225.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*

CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(37185/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

---

**AXA EURO FUNDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 41.833.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*

CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(37186/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

---

**AXA EURO FUNDS (CONSEIL) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 41.834.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*

CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(37187/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

---

**CITICORP INVESTMENT MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 38.087.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*

CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(37205/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

---

**EFLA HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 31.026.

Le bilan au 30 juin 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 1996.

*Pour la Société*

CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(37220/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

---

**TOWER MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 48.469.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature

(37332/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

**WORLD FUTURES S.C.A., Société en commandite par actions.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 43.847.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature

(37343/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

**WORLD FUTURES MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.  
R. C. Luxembourg B 43.847.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 485 fol. 77, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16 octobre 1996.

*Pour la Société*  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature

(37342/014/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 1996.

**LUDOFUEL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8140 Bridel, 59, rue de Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 49.634.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 25, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Signatures.

(31823/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**LUXMETALSISTEM S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, rue de l'Industrie.  
R. C. Luxembourg B 33.171.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 6 août 1996, vol. 483, fol. 40, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 6 septembre 1996.

(31826/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**MESA VERDE S.A.H., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.  
R. C. Luxembourg B 35.034.

Le bilan au 31 décembre 1994, approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 février 1996, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 24, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(31835/717/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**MEDIX INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R. C. Luxembourg B 49.489.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 484, fol. 1, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31830/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**N.E.I., NEW EUROPEAN INVEST, Société Anonyme.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.  
R. C. Luxembourg B 40.580.

*Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 23 octobre 1996*

La réunion est ouverte sous la présidence de Monsieur Jacques Benzeno, Président du Conseil d'Administration. Sont également présents les administrateurs Mademoiselle Marie-Paule Mockel et Monsieur André Labranche.

Le Président constate que tous les membres du Conseil d'Administration sont présents et que, dès lors, l'ordre du jour peut être valablement discuté.

A l'ordre du jour de la réunion est inscrit comme point unique le projet de scission suivant modèle en annexe, ce projet faisant partie intégrante du présent procès-verbal.

Après examen du projet de scission, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des voix, de l'adopter et d'entamer la procédure légale requise.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président lève la séance.

J. Benzeno

M.-P. Mockel

A. Labranche

*Projet de scission adopté suivant résolution du Conseil d'Administration du 23 octobre 1996*

La scission de la société anonyme de droit luxembourgeois N.E.I., NEW EUROPEAN INVEST, ayant son siège social à L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener, dénommée ci-après la «Société», sera opérée par la constitution de deux nouvelles sociétés anonymes de droit luxembourgeois, dénommées ci-après les «nouvelles Sociétés», conformément aux dispositions des articles 288 et 307 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée. En outre, l'article 307 (5) de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée est applicable à la scission, les actions de chacune des deux nouvelles Sociétés étant attribuées aux actionnaires de la Société scindée proportionnellement à leurs droits dans le capital de la Société.

Les nouvelles Sociétés porteront les dénominations sociales suivantes et auront leur siège social à Luxembourg, à l'adresse indiquée ci-dessous:

- N.E.I., NEW EUROPEAN INVEST, 35, rue Glesener L-1631 Luxembourg
- CALLAS S.A., 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Les comptes retenus pour déterminer les conditions de l'opération sont ceux arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 10 octobre 1996.

Les actionnaires de la Société sont appelés, à la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société qui se tiendra un mois au moins après la publication du présent projet de scission conformément à l'article 9 de la Loi du 10 août 1915, à approuver la scission par laquelle la Société transfère, par suite de sa dissolution sans liquidation, aux deux nouvelles Sociétés l'intégralité de son patrimoine, activement et passivement.

Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société, celle-ci apportera, conformément à la section XV, sous-section II de la Loi du 10 août 1915 (scission par constitution de nouvelles sociétés), aux deux nouvelles Sociétés tous ses éléments d'actif et de passif, droits, valeurs et obligations, sans exception ni réserve. En conséquence, le patrimoine de la Société scindée sera intégralement dévolu aux deux nouvelles Sociétés dans l'état où il se trouvera à la date de ladite scission.

La scission prendra effet à compter du 11 octobre 1996.

D'un point de vue comptable, les opérations de la Société scindée seront considérées comme accomplies pour le compte des nouvelles Sociétés issues de la scission à compter du 11 octobre 1996.

Les nouvelles actions donneront droit au bénéfice dans les nouvelles Sociétés dès le 11 octobre 1996.

En échange de l'apport de l'ensemble du patrimoine, activement et passivement, sans exception, de la Société, les actionnaires recevront pour une action de la Société une action dans chacune des deux nouvelles Sociétés issues de la scission. Les actions des nouvelles sociétés seront remises aux actionnaires de la Société, le jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire approuvant la scission, contre présentation des actions de la Société, qui seront ensuite annulées le même jour.

Il est également rappelé que:

- le capital social de la Société s'élevait, au 10 octobre 1996, à BEF 1.250.000,-, représenté par 1.000 actions d'une valeur nominale de BEF 1.250,- chacune, toutes au porteur et entièrement libérées;
- aucun actionnaire ne dispose de droits privilégiés dans la Société et aucun droit privilégié ne sera attribué à l'un quelconque des actionnaires dans les nouvelles Sociétés;

- à l'exception de la rémunération normale due à l'expert indépendant pour son travail, aucun avantage particulier n'est attribué aux experts indépendants, ni au Commissaire aux comptes, ni aux membres du Conseil d'Administration de la Société scindée eu égard à l'opération de scission.

Les éléments du patrimoine total, actif et passif de la Société, tels qu'arrêtés au 10 octobre 1996, sont les suivants:

Situation au 10 octobre 1996 de N.E. I., NEW EUROPEAN INVEST

Actif (BEF)		Passif (BEF)	
Actif immobilisé		Capitaux propres	
- Immobilisations financières . . . . .	170.659.700	- Capital souscrit . . . . .	1.250.000
		- Réserve légale . . . . .	125.000
		- Résultats reportés . . . . .	941.946.826
Actif circulant		Capital à libérer	
- Créances . . . . .	1.177.597	sur participations . . . . .	44.812.500
- Avoirs en banques		Dettes	
comptes courants et		- Autres dettes . . . . .	519.656
comptes à terme . . . . .	816.816.685	Total Passif: . . . . .	988.653.982
Total Actif: . . . . .	988.653.982		

Au jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire devant approuver la scission et préalablement à cette scission, le capital souscrit de la Société sera augmenté sans émission d'actions nouvelles, avec effet au 10 octobre 1996, de BEF 1.250.000,- à BEF 8.250.000,- par l'incorporation de bénéfices reportés, et la valeur nominale des 1.000 actions de la Société sera supprimée, de sorte que le capital souscrit à répartir entre les nouvelles Sociétés s'élèvera à BEF 8.250.000,-, représenté par 1.000 actions sans désignation de valeur nominale.

En contrepartie de l'apport de l'ensemble du patrimoine, activement et passivement, sans exception, de la Société scindée, les nouvelles Sociétés recevront les éléments de patrimoine actif et passif suivants et auront, par conséquent, les bilans d'ouverture suivants:

N.E.I., NEW EUROPEAN INVEST

Actif (BEF)		Passif (BEF)	
Actif immobilisé		Capitaux propres	
- Immobilisations financières . . . . .	170.659.700	- Capital souscrit . . . . .	7.000.000
		- Réserve légale . . . . .	109.375
		- Résultats reportés . . . . .	168.080.942
Actif circulant		Capital à libérer	
- Créances . . . . .	534.916	sur participations . . . . .	44.812.500
- Avoirs en banques		Dettes	
comptes courants et		- Autres dettes . . . . .	196.440
comptes à terme . . . . .	49.004.641	Total Passif: . . . . .	220.199.257
Total Actif: . . . . .	220.199.257		

CALLAS S.A., Société Anonyme

Actif (BEF)		Passif (BEF)	
Actif circulant		Capitaux propres	
- Créances . . . . .	642.681	- Capital souscrit . . . . .	1.250.000
- Avoirs en banques		- Réserve légale . . . . .	15.625
comptes courants et		- Résultats reportés . . . . .	766.865.884
comptes à terme . . . . .	767.812.044	Dettes	
		- Autre dettes . . . . .	323.216
Total Actif: . . . . .	768.454.725	Total Passif: . . . . .	768.454.725

Les projets des actes constitutifs des deux nouvelles Sociétés sont les suivants:

N.E. I., NEW EUROPEAN INVEST, L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.

**Dénomination, Siège, Durée, Objet, Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront par la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de N.E.I., NEW EUROPEAN INVEST.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs, aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding et de l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à sept millions de francs belges (BEF 7.000.000,-), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de quinze millions de francs belges (BEF 15.000.000,-), qui sera représenté par des actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le cinquième anniversaire de la publication au Mémorial du présent acte, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec ou sans émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions, avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par l'incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

### **Administration, Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'absence du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 9.** Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 10.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

#### **Année sociale, Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables soient affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième mercredi du mois d'octobre à 14.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

#### **Dissolution, Liquidation**

**Art. 17.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

#### **Disposition générale**

**Art. 18.** La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commencera le 11 octobre 1996 et se terminera le 31 décembre 1996.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1997.
- 3) Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) seront élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.
- 4) Par dérogation à l'article 8 des statuts, le premier président du conseil d'administration sera désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

CALLAS S.A., L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal

#### **Dénomination, Siège, Durée, Objet, Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront par la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de CALLAS S.A.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs, aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre

manière, tous brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding et de l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à un million deux cent cinquante mille francs belges (BEF 1.250.000,-), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq millions de francs belges (BEF 5.000.000,-), qui sera représenté par des actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le cinquième anniversaire de la publication au Mémorial du présent acte, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec ou sans émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions, avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par l'incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

#### **Administration, Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'absence du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 9.** Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 10.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

#### **Année sociale, Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables soient affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième vendredi du mois de juillet à 14.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

### **Dissolution, Liquidation**

**Art. 17.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

### **Disposition générale**

**Art. 18.** La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commencera le 11 octobre 1996 et se terminera le 31 décembre 1996.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1997.
- 3) Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) seront élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.
- 4) Par dérogation à l'article 8 des statuts, le premier président du conseil d'administration sera désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Pour accord

*Le Conseil d'Administration*

J. Benzeno M.-P. Mockel A. Labranche

Enregistré à Luxembourg, le 25 octobre 1996, vol. 485, fol. 100, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(38050/047/355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 1996.

### **MALAGA S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 17, rue du Fossé.

R. C. Luxembourg B 19.650.

#### *Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 13 juin 1996*

1. La cooptation de Monsieur Marc Boland en tant qu'Administrateur a été ratifiée par le Conseil d'Administration tenu à Luxembourg, le 10 avril 1996.

2. La démission de Monsieur Jacques Bonnier et Mademoiselle Marie-Josée Jähne, Administrateurs, et de Monsieur Jean-Luc Jacquemin, Commissaire aux Comptes, est acceptée.

3. Messieurs Luc Leroi et Carl Specke, employés privés, demeurant tous les deux à Luxembourg, sont nommés Administrateurs, en remplacement de Monsieur Jacques Bonnier et de Mademoiselle Marie-Josée Jähne. La candidature de Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique au poste de Commissaire aux Comptes, en lieu et place de Monsieur Jean-Luc Jacquemin, est acceptée. Monsieur Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique et Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren, sont nommés Administrateurs supplémentaires.

*A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:*

- Monsieur Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique
- Monsieur Carl Specke, employé privé, demeurant à Luxembourg
- Monsieur Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg
- Monsieur Marc Boland, employé privé, demeurant à Luxembourg
- Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren.

*Le Commissaire aux Comptes est:*

- Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 1999.

Luxembourg, le 13 juin 1996.

Pour extrait sincère et conforme

BANQUE UCL

*L'Agent Domiciliaire*

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 1996, vol. 483, fol. 29, case 1. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(31827/011/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**MENARINI INTERNATIONAL OPERATIONS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R. C. Luxembourg B 45.220.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 18, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 1996.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

(31832/622/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**METALLURGY TRADING FINANCE Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
H. R. Luxembourg B 52.104.

*Auszug aus dem Protokoll der Generalversammlung vom 14. August 1996*

Sind Mandatare der Gesellschaft bis zur ordentlichen Generalversammlung, welche über den Jahresabschluss zum 31. Dezember 2000 befindet:

(a) Verwaltungsrat

- Herr André Wilwert, diplômé I.C.H.E.C. Bruxelles, Luxembourg, delegiertes Verwaltungsratsmitglied;
- Herr Charles Lahyr, docteur en droit, Esch-sur-Alzette;
- Herr Paul Marx, docteur en droit, Esch-sur-Alzette;

(B) Kommissar

INTERAUDIT, S.à r.l., réviseurs d'entreprises, Luxembourg  
Luxembourg, den 19. August 1996.

Für gleichlautende Mitteilung  
Pour METALLURGY TRADING FINANCE S.A.  
KPMG, Financial Engineering  
Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 484, fol. 1bis, case 6. — Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(31836/528/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**MERCATOR TRANSPORT (LUXEMBOURG), S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.**

Gesellschaftssitz: L-8440 Steinfort, 85, route de Luxembourg.

Im Jahre eintausendneunhundertsechundneunzig, am ersten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit Amtswohnsitz in Junglinster.

Traten die Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung MERCATOR TRANSPORT (LUXEMBOURG), S.à r.l., mit Sitz in L-1331 Luxembourg, 75, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen.

Genannte Gesellschaft wurde gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den Notar Camille Hellinckx, mit Amtswohnsitz in Luxembourg, am 12. August 1987, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 356 vom 9. Dezember 1987, und deren Statuten umgeändert wurden, gemäss Urkunden, aufgenommen durch den vorgenannten Notar Camille Hellinckx am 22. November 1989, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 226 vom 7. Juli 1990, am 16. Januar 1991, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 320 vom 23. August 1991, und am 16. Januar 1991, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 606 vom 23. Dezember 1993,

mit einem Gesellschaftskapital von fünfhunderttausend Franken (500.000,- LUF), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile von je eintausend Franken (1.000,- LUF).

Die Versammlung setzt sich zusammen wie folgt:

1.- Die Gesellschaft KELLER MARITIMA LIMITADA, mit Sitz in Lissabon,

hier vertreten durch Herrn Friedhelm Rating, Diplombetriebswirt, wohnhaft in D-40668 Meerbusch, Am Langenbruchbach 27,

aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt in Lissabon, am 1. August 1996,

welche Vollmacht, nachdem sie von dem Komparenten und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden;

2.- Die Gesellschaft MERCATOR RHEIN-, SEE- UND LANDTRANSPORT, GmbH, mit Sitz in Duisburg,

hier vertreten durch deren alleinvertretungsberechtigten Geschäftsführer, Herrn Friedhelm Rating, vorgenannt.

Welche Komparent, qualitate qua, erklärt als Bevollmächtigter der einzigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung MERCATOR TRANSPORT (LUXEMBOURG), S.à r.l. zu handeln und ersuchte den amtierenden Notar, die von den Gesellschaft in ausserordentlicher Generalversammlung einstimmig gefassten Beschlüsse zu dokumentieren wie folgt:

*Erster Beschluss*

Die Gesellschafter beschliessen, den Gesellschaftssitz von Luxembourg nach L-8440 Steinfort, 85, route de Luxembourg zu verlegen.

*Zweiter Beschluss*

Infolge des hiervor getätigten Beschlusses wird Artikel 1 der Satzung abgeändert und erhält demgemäss folgenden Wortlaut:

«**Art. 1. Firma, Sitz.** Die Firma der Gesellschaft lautet MERCATOR TRANSPORT (LUXEMBOURG), S.à r.l. Der Sitz der Gesellschaft ist in Steinfort.»

*Kosten*

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr zwanzigtausend Franken abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat der Komparent mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F. Rating, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 9 août 1996, vol. 498, fol. 66, case 2. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): G. Schlink.*

Für gleichlautende Ausfertigung erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 4. September 1996.

*J. Seckler.*

(31833/231/53) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**MERCATOR TRANSPORT (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8440 Steinfort, 85, route de Luxembourg.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 septembre 1996.

*J. Seckler.*

(31834/231/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**MONDIC COMPANY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 38.680.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 23 juillet 1996*

Le siège social de la société a été transféré de L-2330 Luxembourg, 134, boulevard de la Pétrusse à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

- BBL TRUST SERVICES LUXEMBOURG, ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg, a été nommée au poste de commissaire aux comptes de la société en remplacement de la SOCIETE FIDUCIAIRE DE LA COMMUNAUTE S.A., commissaire aux comptes démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 1997.

- La cooptation de Madame Carine Bittler et de Monsieur Yves Schmit aux fonctions d'administrateurs de la société a été ratifiée. Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 1997.

*Pour extrait conforme.*

Luxembourg, le 4 septembre 1996.

*Pour la société*

*Signature*

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 17, case 6. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.*

(31837/595/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**ORNING BUS A.G., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 36.279

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 9 avril 1996, le mandat des administrateurs, MM. Jean Bodoni, Guy Baumann, Guy Kettmann et Mme Birgit Mines-Honneff ainsi que celui du commissaire aux comptes Mme Myriam Spiroux-Jacoby, ont été renouvelés pour une durée de dix ans, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2002.

Luxembourg, le 4 septembre 1996.

*Pour ORNING BUS A.G.*

*Société Anonyme*

**BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG**

*Société Anonyme*

*S. Wallers*

*P. Frédéric*

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 22, case 2. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.*

(31845/006/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**M.T.R.G. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 17, rue du Fossé.  
R. C. Luxembourg B 51.648.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 23 mai 1996*

1. Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren, est nommé Administrateur en lieu et place de Monsieur Marc Boland, démissionnaire; Monsieur Carl Speecke, employé privé, demeurant à Luxembourg, est nommé Administrateur supplémentaire.

*A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:*

- Monsieur Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique,
- Monsieur Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Carl Speecke, employé privé, demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange,
- Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren.

*Le Commissaire aux Comptes est*

- Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2001.

Luxembourg, le 23 mai 1996.

Pour extrait sincère et conforme  
BANQUE UCL  
L'Agent domiciliataire  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 68, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.*

(31838/011/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**M.V.S.F. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 17, rue du Fossé.  
R. C. Luxembourg B 51.649.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 23 mai 1996*

1. Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren, est nommé Administrateur en lieu et place de Monsieur Marc Boland, démissionnaire; Monsieur Carl Speecke, employé privé, demeurant à Luxembourg, est nommé Administrateur supplémentaire.

*A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:*

- MM. Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique;  
Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
Carl Speecke, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange;  
Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren;

*Le Commissaire aux Comptes est*

- Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2001.

Luxembourg, le 23 mai 1996.

Pour extrait sincère et conforme  
BANQUE UCL  
L'Agent Domiciliataire  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 68, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.*

(31841/011/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**MUYLE TELECOMUNIC SYSTEMS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 29, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 27.891.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN  
Signature

(31840/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**NEW YORK NEW YORK, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 19, rue Philippe II.  
R. C. Luxembourg B 24.667.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 16, case 10, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Signature.

(31842/664/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**NEW YORK NEW YORK, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 19, rue Philippe II.

*Cession de parts sociales*

Entre:

M. Jacob Avitan, commerçant  
demeurant au 22, rue du Couvent  
L-1363 Howald  
ci-après appelé «le cédant»

et:

M. Joseph Zervas, ouvrier  
demeurant au 26, Fond St. Martin  
L-2135 Luxembourg  
ci-après appelé «le cessionnaire»

Il est convenu ce qui suit:

1. Le cédant cède au cessionnaire, qui accepte 25 parts sociales de la société à responsabilité limitée NEW YORK NEW YORK dont le siège social est fixé au 19, rue Philippe II à L-2340 Luxembourg.

2. La présente cession est consentie pour un prix global de LUF 280.000, soit LUF 11.200 par part sociale, ce dont quittance.

Fait et signé à Luxembourg en deux exemplaires le 29 août 1996.

J. Avitan  
Le cédant

J. Zervas  
Le cessionnaire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 16, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31843/664/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PHARCOM S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R. C. Luxembourg B 53.424.

Constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 décembre 1995, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Il résulte d'une lettre adressée à la société PHARCOM S.A. en date du 30 août 1996 que Mademoiselle Elisabeth Thiry a démissionné de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'Administration qui s'est tenue par voie circulaire et qui est daté du 30 août 1996 que Mademoiselle Jeanne Piek, employée privée, demeurant à L-Consdorf, a été cooptée comme administrateur en remplacement de Mademoiselle Elisabeth Thiry.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 30 août 1996.

Pour la société  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 19, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31851/622/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PATENT AND SHARES INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5540 Remich, 36, rue de la Gare.  
R. C. Luxembourg B 32.232.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 20, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour le Conseil d'Administration  
Signature

(31850/576/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**NOUVELLE FINANCIERE MODERNE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R. C. Luxembourg B 38.494.

Constituée suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Marthe Thyès-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 octobre 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 158 du 22 avril 1992; statuts modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 juillet 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 450 du 12 septembre 1995.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue par voie circulaire en date du 28 août 1996 que:

Suite à la démission de Monsieur Francesco Milone de son poste d'administrateur et conformément à l'article 4 des statuts, le conseil d'administration décide, à l'unanimité, de coopter comme nouvel administrateur Monsieur Fausto Nunzi, demeurant à I-Rome.

La cooptation de Monsieur Fausto Nunzi sera soumise à la prochaine assemblée générale pour ratification.

Luxembourg, le 28 août 1996.

Pour la société  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 19, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31844/622/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PASSION FAÇADES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1725 Luxembourg, rue Henry VII.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue au siège de la société le 1<sup>er</sup> août 1996*

*Première résolution*

Nomination d'un second administrateur-délégué en la personne de Madame Geneviève Schmitz, demeurant à B-6600 Bastogne.

Fait à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 1996.

E. Pondant  
Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 16, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31846/664/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PROLIMA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7535 Mersch.

R. C. Luxembourg B 37.962.

Les documents de clôture de l'année 1994, enregistrés à Mersch, le 26 août 1996, vol. 122, fol. 25, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, août 1996.

Pour PROLIMA, S.à r.l.  
Signature

(31852/568/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PATENT LINE HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1627 Luxembourg, 16, rue Giselbert.

R. C. Luxembourg B 39.442.

Le bilan au 31 décembre 1992, enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 21, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 1996.

(31847/614/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PATENT LINE HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1627 Luxembourg, 16, rue Giselbert.

R. C. Luxembourg B 39.442.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 21, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 1996.

(31848/614/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PATENT LINE HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1627 Luxembourg, 16, rue Giselbert.  
R. C. Luxembourg B 39.442.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg en date du 4 juin 1996*

Il résulte dudit procès-verbal que:

- décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de toute responsabilité résultant de l'exercice de leurs fonctions;
- le mandat de CARDALE OVERSEAS Inc., KELWOOD INVESTMENTS Ltd et TASWELL INVESTMENTS Ltd, en tant qu'administrateurs a été renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.
- Monsieur Lex Benoy a été nommé commissaire aux comptes en remplacement de Monsieur Guy Waltener, commissaire démissionnaire, jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.

Luxembourg, le 4 juin 1996.

Pour la société  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 21, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31849/614/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PRESS-INVEST S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 17, rue du Fossé.  
R. C. Luxembourg B 22.109.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 29 avril 1996*

1. La candidature de Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique au poste de Commissaire aux Comptes, en lieu et place de Monsieur Nico Weyland, est acceptée.
2. Monsieur Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg, est nommé Administrateur supplémentaire.
3. Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren, est nommé Administrateur en remplacement de Mademoiselle Marie-Josée Jähne.

A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:

MM. Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique;  
Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren;  
Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
Carl Specke, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
Marc Boland, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le Commissaire aux Comptes est:

Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 1997.

Luxembourg, le 29 avril 1996.

Pour extrait sincère et conforme  
BANQUE UCL  
L'Agent Domiciliaire  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 1996, vol. 483, fol. 28, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(31853/011/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PUBLI EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 17, rue du Fossé.  
R. C. Luxembourg B 33.068.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 11 avril 1996*

1. Le mandat d'Administrateur de Monsieur Jean-Luc Jacquemin est renouvelé pour une nouvelle durée statutaire de six ans. Messieurs Marc Boland et Carl Specke, employés privés, demeurant tous les deux à Luxembourg, sont nommés Administrateurs, en remplacement de Monsieur Jacques Bonnier et de Mademoiselle Marie-Josée Jähne. La candidature de Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique au poste de Commissaire aux Comptes, en lieu et place de Monsieur Nico Weyland, est acceptée.

2. Monsieur Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange et Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren, sont nommés Administrateurs supplémentaires.

A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:

MM. Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique;  
Carl Specke, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange;  
Marc Boland, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren;

Le Commissaire aux Comptes est

Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2002.

Luxembourg, le 11 avril 1996.

Pour extrait sincère et conforme  
BANQUE UCL  
L'Agent Domiciliaire  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 1996, vol. 483, fol. 29, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(31855/011/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**RADICI GROUP LUX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 29.033.

Les comptes annuels, la proposition d'affectation du résultat ainsi que l'affectation du résultat au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 30 août 1996, vol. 484, fol. 9, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 1996.

(31856/043/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**REALISATION IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2326 Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 24.437.

Les documents de clôture de l'année 1994, enregistrés à Mersch, le 22 août 1996, vol. 122, fol. 23, case 10, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, août 1996.

Pour REALISATION IMMOBILIERE S.A.  
FIDUCIAIRE N. AREND

Signature

(31857/568/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**SAILOR HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 17, rue du Fossé.

R. C. Luxembourg B 41.449.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 3 juin 1996*

1. La démission de Monsieur Jacques Bonnier et Mademoiselle Marie-Josée Jähne, Administrateurs, et de Monsieur Nico Weyland, Commissaire aux Comptes, est acceptée.

2. Messieurs Marc Boland et Luc Leroi, employés privés, demeurant tous les deux à Luxembourg, sont nommés Administrateurs, en remplacement de Monsieur Jacques Bonnier et de Mademoiselle Marie-Josée Jähne. La candidature de Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique au poste de Commissaire aux Comptes, en lieu et place de Monsieur Nico Weyland, est acceptée. Monsieur Carl Specke, employé privé, demeurant à Luxembourg et Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren, sont nommés Administrateurs supplémentaires.

A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:

MM. Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique;

Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg;

Carl Specke, employé privé, demeurant à Luxembourg;

Marc Boland, employé privé, demeurant à Luxembourg;

Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren.

Le Commissaire aux Comptes est:

Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 1998.

Luxembourg, le 3 juin 1996.

Pour extrait sincère et conforme  
BANQUE UCL  
L'Agent Domiciliaire  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 1996, vol. 483, fol. 29, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(31859/011/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**SAY HOLDING, Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 17, rue du Fossé.  
R. C. Luxembourg B 42.242.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 4 juin 1996*

1. La démission de Monsieur Jacques Bonnier et Mademoiselle Marie-Josée Jähne, Administrateurs, et de Monsieur Nico Weyland, Commissaire aux Comptes, est acceptée.

2. Messieurs Carlo Speeche et Luc Leroi, employés privés, demeurant tous les deux à Luxembourg, sont nommés Administrateurs, en remplacement de Monsieur Jacques Bonnier et de Mademoiselle Marie-Josée Jähne. La candidature de Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique au poste de Commissaire aux Comptes, en lieu et place de Monsieur Nico Weyland, est acceptée. Monsieur Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange et Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren, sont nommés Administrateurs supplémentaires.

A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:

MM. Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique;

Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg;

Carl Speeche, employé privé, demeurant à Luxembourg;

Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange;

Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren.

Le Commissaire aux Comptes est:

Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 1998.

Luxembourg, le 4 juin 1996.

Pour extrait sincère et conforme  
BANQUE UCL  
L'Agent Domiciliaire  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 1996, vol. 483, fol. 29, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(31860/011/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**S.E.I.I., SOCIETE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.  
R. C. Luxembourg B 41.930.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 24, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle du 15 juin 1996*

L'Assemblée renouvelle le mandat d'administrateur de:

1) Mademoiselle Cristina Ferreira;

2) Mademoiselle Céline Stein;

3) Monsieur Philippe Slendzak.

L'Assemblée réélit aux fonctions de commissaire aux comptes, la société

EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG).

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle à tenir en 1997.

L'Assemblée décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à ITL 26.661.580,- au poste «Résultats reportés».

Signature  
Administrateur

(31861/636/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**SODIMAD S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.  
R. C. Luxembourg B 50.193.

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 30 août 1996 que Monsieur Bernard Terver, Directeur, demeurant au 9, rue Gambetta, F-57100 Thionville, a été élu aux fonctions d'Administrateur.

Luxembourg, le 5 septembre 1996.

Pour extrait conforme  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 21, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31865/507/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**SODIMAD S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.  
R. C. Luxembourg B 50.193.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions du Conseil d'Administration prises par voie circulaire sur base de l'article 13 des statuts que Monsieur Alain Bourguignon, Directeur, demeurant au 27bis, rue de Lafayette, F-78000 Versailles, a été élu Président du Conseil d'Administration.

Luxembourg, le 5 septembre 1996.

Pour extrait conforme  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 21, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31866/507/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**RELESTA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 30, rue Batty Weber.  
R. C. Luxembourg B 39.234.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 21, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Signature.

(31858/635/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**SIMON-DIASOL OPERATIONS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1713 Luxembourg, 202B, rue de Hamm.  
R. C. Luxembourg B 29.669.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31862/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**SIMON-DIASOL OPERATIONS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1713 Luxembourg, 202B, rue de Hamm.  
R. C. Luxembourg B 29.669.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31863/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**STERIFANT FINANZ HOLDING A.G., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.  
H. R. Luxembourg B 44.989.

**AUSZUG**

Aus dem Protokoll der Generalversammlung, welche am 25. Juli 1996 abgehalten wurde, geht hervor:

- dass das Verwaltungsratsmitglied Herr Dr. Roland Hegger abberufen wurde und volle und uneingeschränkte Entlastung für die Dauer der Amtsperiode des ausgeschiedenen Mitglieds erteilt wurde;

- dass zu neuem Mitglied des Verwaltungsrates folgende Person bestimmt wurde:

Herr Frank-Michael Phieler, Kaufmann, wohnhaft in Luxembourg  
um das Mandat des ausgeschiedenen Mitgliedes zu beenden.

Luxembourg, den 25. Juli 1996.

Für gleichlautenden Auszug  
Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 1996, vol. 484, fol. 16, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31872/535/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**PARVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.**  
Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.  
**FRANCE PRIVATISATIONS, Société d'Investissement à Capital Variable.**  
Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.

**PROJET DE FUSION**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le trente et un octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. FRANCE PRIVATISATIONS, société anonyme ayant la forme d'une société d'investissement à capital variable (ci-après la «Société absorbée»), ayant son siège social au 10A, boulevard Royal, Luxembourg, ici représentée par Monsieur Charles Hamer, Directeur Général Adjoint de la BANQUE PARIBAS LUXEMBOURG, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une résolution du conseil d'administration datée du 16 octobre 1996;
2. PARVEST, une société anonyme ayant la forme d'une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 10A, boulevard Royal, Luxembourg, ici représentée par Charles Hamer, prénommé, aux termes d'une résolution du conseil d'administration datée du 16 octobre 1996.

Les résolutions ci-avant mentionnées resteront annexées aux présentes.

Lequel comparant a demandé au notaire d'acter comme suit le projet de fusion sur lequel se sont mis d'accord le conseil d'administration de PARVEST et le conseil d'administration de FRANCE PRIVATISATIONS dans le but de réaliser la fusion entre les deux sociétés, ce projet de fusion étant comme suit:

1. A la date de la dernière assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société absorbée, telle que requise par la loi, et, si tel est nécessaire, celle de PARVEST, lors de laquelle la résolution d'approuver la fusion est à l'ordre du jour (la «Date de Fusion»), la société absorbée conformément aux articles 257 ss. de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, fera apport de tous ses avoirs et dettes (les «Avoirs») à PARVEST et ceux-ci seront attribués au compartiment PARVEST FRANCE.

2. En échange de l'apport des Avoirs, PARVEST émettra aux actionnaires de la société absorbée des actions nominatives de la catégorie PARVEST FRANCE B à un taux déterminé à la Date de Fusion sur base des valeurs nettes respectives par action.

3. A la suite de l'opération qui précède, toutes les actions en circulation de la société absorbée seront annulées.

4. Des confirmations ayant trait aux actions émises aux actionnaires seront délivrées, endéans 30 jours de la Date de Fusion, par PARVEST aux actionnaires de la société absorbée qui figurent au registre des actionnaires à la Date de Fusion.

5. A la Date de Fusion, tous les avoirs et dettes de la société absorbée seront censés transférés à PARVEST pour le compte de PARVEST FRANCE, comme il est précisé ci-avant et tous les profits et pertes faits par la société absorbée à la suite de cette date seront pour le compte de PARVEST FRANCE.

6. A la Date de la Fusion, les actions nouvelles de PARVEST émises suite à la fusion auront les mêmes droits à tous égards par rapport aux autres actions de la même catégorie en circulation de PARVEST.

Une assemblée extraordinaire des actionnaires de FRANCE PRIVATISATIONS sera convoquée afin de délibérer et d'approuver le projet de fusion. A moins que les actionnaires de PARVEST détenant au moins 5 % des actions en circulation de celle-ci le requièrent, la fusion sera effectuée sans décision d'une assemblée générale des actionnaires de PARVEST.

Ce projet de fusion a été approuvé séparément par les conseils d'administration de FRANCE PRIVATISATIONS et PARVEST le 16 octobre 1996.

*Déclaration*

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271, paragraphe 2, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Hamer, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 94S, fol. 13, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 1996.

F. Baden.

(38965/200/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 1996.

**STUDIO V LUXEMBOURG.**

Siège social: L-2313 Luxembourg, 14, place du Parc.

Le soussigné Romain Urhausen donne par la présente démission du comité de gérance de la société STUDIO V LUXEMBOURG, avec siège social à Luxembourg et met à disposition ses parts.

Le 29 septembre 1995.

R. Urhausen.

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 24, case 21. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(31874/999/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**STAM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.  
R. C. Luxembourg B 40.028.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31870/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**STEELPARTNERS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 17, rue du Fossé.  
R. C. Luxembourg B 36.624.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg, le 11 juin 1996*

1. La démission de Monsieur Jacques Bonnier et Mademoiselle Marie-Josée Jähne, Administrateurs, et de Monsieur Jean-Luc Jacquemin, Commissaire aux Comptes, est acceptée.

2. Monsieur Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren et Monsieur Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique sont nommés Administrateurs, en remplacement de Monsieur Jacques Bonnier et de Mademoiselle Marie-Josée Jähne. La candidature de Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique au poste de Commissaire aux Comptes, en lieu et place de Monsieur Jean-Luc Jacquemin, est acceptée.

A l'issue de l'Assemblée le Conseil d'Administration est composé de:

MM. Jean-Luc Jacquemin, employé privé, demeurant à Aubange, Belgique;

Luc Leroi, employé privé, demeurant à Luxembourg;

Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange;

Marc Boland, employé privé, demeurant à Luxembourg;

Guy Rock, employé privé, demeurant à Beyren.

Le Commissaire aux Comptes est:

Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus, Belgique.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2001.

Luxembourg, le 11 juin 1996.

Pour extrait sincère et conforme

BANQUE UCL

L'Agent Domiciliaire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 1996, vol. 483, fol. 28, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(31871/011/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**SYLVEX S.A. HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R. C. Luxembourg B 40.302.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31875/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**ENTENTE DES HOPITAUX LUXEMBOURGEOIS.**

Siège social: L-2514 Luxembourg, 13-15, rue J.P. Sauvage.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 1996, les statuts de l'EHL (texte coordonnée du 24 juin 1987) ont été modifiés comme suit:

«**Art. 2.** L'association a pour but de grouper les établissements hospitaliers luxembourgeois, de défendre leurs intérêts professionnels et de réaliser, sous toutes ses formes, le progrès hospitalier.

Par établissement hospitalier, au sens des présents statuts, il faut notamment entendre un établissement inscrit au plan hospitalier national et régi par les conventions entre l'ENTENTE DES HOPITAUX LUXEMBOURGEOIS et l'UNION DES CAISSES DE MALADIE ou autres organismes de Sécurité Sociale ainsi que par les Conventions Collectives de Travail concernant le personnel hospitalier, comportant un ou plusieurs services d'examen et de traitements et dans lesquels les personnes sont admises à séjourner en vue d'y subir un examen ou un traitement médical, chirurgical ou obstétrical.

Conformément à cette définition et compte tenu du champ d'application de la loi hospitalière du 29 août 1976, sont considérés comme établissements hospitaliers non seulement les cliniques et hôpitaux, mais encore les maisons de gériatrie, les maisons de soins, les maisons de cure où des malades sont admis à séjourner pour y subir un examen ou un traitement médical, les maisons de convalescence ou de repos, les centres de diagnostic, les centres de traitements, ainsi que les établissements psychiatriques et neuropsychiatriques.

Pourra enfin et d'une façon générale poser sa candidature pour devenir membre de l'ENTENTE DES HOPITAUX LUXEMBOURGEOIS, toute institution publique ou privée qui n'est pas expressément visée par les présents statuts, à condition cependant de poursuivre une activité dans le domaine médical, de la santé ou des soins.

L'association a notamment, dans le cadre de son objet défini ci-dessus, comme mission:

1. d'établir un contact étroit entre les associés, et les soutenir dans leurs rapports avec les autorités et les tiers et de faciliter par la suite l'arrangement à l'amiable de tous les différends qui pourraient surgir soit entre les associés eux-mêmes, soit entre ceux-ci et des tiers; de mener pour le compte des membres-associés les négociations en vue de la passation avec les institutions de la Sécurité Sociale des conventions collectives prévues par les lois et de servir d'intermédiaire pour les questions de principe se posant dans les relations entre les établissements hospitaliers d'une part et les autorités publiques et les institutions de Sécurité Sociale d'autre part;

2. de veiller aux intérêts communs et aux besoins particuliers de tous les associés en tenant compte des dispositions légales et réglementaires en matière de santé publique; dans ce sens, l'ENTENTE DES HOPITAUX LUXEMBOURGEOIS négociera les conventions de financement avec l'UNION DES CAISSES DE MALADIE ou autres institutions concernées et poursuivra notamment l'unification des tarifs pour des prestations identiques;

3. d'organiser et de développer les rapports avec les associations hospitalières étrangères et d'adhérer aux organismes internationaux visant des buts analogues.

**Art. 3.** Peuvent devenir membres les personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, exploitant un établissement hospitalier au sens large tel que défini aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 2 ci-dessus.

Les demandes d'admission sont adressées au conseil d'administration qui les soumet pour approbation à la prochaine assemblée générale.

Le nombre des membres est illimité. Il ne peut pas être inférieur à cinq.

**Art. 4.** Les membres paient une cotisation annuelle par lit, pondérée à partir des lits aigus, dont le montant, à fixer annuellement par l'assemblée générale, ne pourra pas dépasser la somme de quinze mille francs à la valeur 100 de l'indice pondéré officiel des prix à la consommation. Ce maximum variera suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'Etat.

Les cotisations pour institutions avec structures sans lits sont fixées selon les modalités à retenir par l'assemblée générale.

Les cotisations sont dues pour l'année entière, quelle que soit la date de l'admission.»

M. Hastert  
Secrétaire général

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 24, case 5. — Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31891/000/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

### **CHINON HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 40, boulevard Napoléon I<sup>er</sup>.

### **STATUTS**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le seize août.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1) Monsieur Maurizio Gelli, administrateur de sociétés, demeurant Via Righi 44, I-52100 Arezzo,

2) Madame Serena Paci, commerçante, demeurant Via Rigni 44, I-52100 Arezzo.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

### **Titre I<sup>er</sup>. - Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de CHINON HOLDING S.A.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré à tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura pas d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public. La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf concernant les sociétés holding.

## **Titre II. - Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), représenté par mille deux cent cinquante actions (1.250) d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

## **Titre III. - Administration**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que la rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

**Art. 7.** Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Le premier président est nommé par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

**Art. 8.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social conformément à l'article 4 ci-dessus.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

**Art. 9.** La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir, choisis en ou hors de son sein, actionnaires ou non.

**Art. 11.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

## **Titre IV. - Surveillance**

**Art. 12.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut pas excéder six ans.

Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

## **Titre V. - Assemblée générale**

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se réunit à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le deuxième mardi du mois de mai à 11.00 heures et pour la première fois en 1997.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale aura lieu le premier jour ouvrable suivant.

## **Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 14.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 1996.

**Art. 15.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

## Titre VII. - Dissolution, Liquidation

**Art. 16.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

## Titre VIII. - Dispositions Générales

**Art. 17.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

### *Souscription et libération*

Les mille deux cent cinquante (1.250) actions ont été souscrites comme suit:

– Monsieur Maurizio Gelli, prénommé, six cent vingt-cinq actions . . . . .	625
– Madame Serena Paci, prénommée, six cent vingt-cinq actions . . . . .	625
Total: mille deux cent cinquante actions . . . . .	1.250

Ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

### *Constatation*

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

### *Evaluation des frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ cinquante mille francs luxembourgeois (50.000,- LUF)

### *Assemblée générale extraordinaire*

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. - Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. - Sont appelés aux fonctions d'administrateur, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 1997:
  - Monsieur Jürgen Fischer, gérant de société, demeurant à Strassen;
  - COSTALIN LTD, société de droit des British Virgin Islands, ayant son siège social à Tortola;
  - BOULDER TRADE LTD, société de droit des British Virgin Islands, ayant son siège social à Tortola.
3. - Est appelé aux fonctions de commissaire, son mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 1997:
  - Monsieur Jean Beissel, expert-comptable, demeurant à Mamer.
4. - Le siège social de la société est fixé à L-2210 Luxembourg, 40, boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Gelli, S. Paci, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 1996, vol. 92S, fol. 88, case 2. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 4 septembre 1996

G. Lecuit.

(31898/220/142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 1996.

## CHEMTECH, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 39, rue Ermesinde.

## STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le huit août.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. Monsieur Michel Zapirain, chimiste, demeurant à F-93370 Montfermeil, 60, avenue des Bégonias;
2. Monsieur Jacques Cleutjens, chimiste, demeurant à F-28500 Vernouillet, Fontaine s'Ouerre, 4, rue de la Fontaine;
3. Mademoiselle Anne Mury, technicienne supérieure, demeurant à F-80440 Boves, Cottenchy, 2bis, rue du Pont de Grès;

4. Monsieur Alban Huyghe, technico-commercial, demeurant à F-80000 Amiens, 7, rue Jean Froissart;

5. Madame Lydie Nussbicker, infirmière, demeurant à F-80440 Boves, Cottenchy, 2bis, rue du Pont de Grès;

6. Madame Mireille Steffen, directrice administrative, demeurant à F-91680 Bruyères, 132, route du Marais.

Les comparants 1 à 4 sont ici représentés par Madame Mireille Steffen, prénommée,

en vertu de quatre procurations sous seing privé données le 6 août 1996.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

### **Titre I<sup>er</sup>. Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de CHEMTECH.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré à tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura pas d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet:

- l'achat, la commercialisation internationale de produits chimiques de synthèse destinés à toutes industries, ainsi que toutes activités de développement de marché et d'assistance technique liées à ces produits;
- l'activité d'agent commercial international;
- l'activité de consultant couvrant tous les domaines de gestion des entreprises à travers des missions d'assistance, d'études à la demande;
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités;
- la prestation de services;
- la sous-traitance;
- et plus généralement encore, toutes opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet et tous objets similaires, connexes et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement;
- toutes opérations quelconques se rapportant à la réalisation de cet objet.

### **Titre II. Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille francs français (250.000,- FRF), représenté par deux mille cinq cents (2.500) actions d'une valeur nominale de cent francs français (100,- FRF) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

### **Titre III. Administration**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

**Art. 7.** Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

**Art. 8.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

**Art. 9.** La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir, choisis en ou hors de son sein, associés ou non.

**Art. 11.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

#### **Titre IV. Surveillance**

**Art. 12.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut pas excéder six ans.

#### **Titre V. Assemblée générale**

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier mercredi du mois de mai à 11.00 heures et pour la première fois en 1997. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale aura lieu le premier jour ouvrable suivant.

#### **Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 14.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 1996.

**Art. 15.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

#### **Titre VII. Dissolution, Liquidation**

**Art. 16.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

#### **Titre VIII. Dispositions générales**

**Art. 17.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

##### *Souscription*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

1. Monsieur Michel Zapirain, prénommé, trois cent soixante-sept actions . . . . .	367
2. Monsieur Jacques Cleutjens, prénommé, trois cent soixante-six actions . . . . .	366
3. Mademoiselle Anne Mury, prénommée, une action . . . . .	1
4. Monsieur Alban Huyghe, prénommé, cent vingt-cinq actions . . . . .	125
5. Madame Lydie Nussbicker, prénommée, mille deux cent soixante-quatorze actions . . . . .	1.274
6. Madame Mireille Steffen, prénommée, trois cent soixante-sept actions . . . . .	367
Total: deux mille cinq cents actions . . . . .	2.500

Les actions ont été libérées à concurrence de 25%, de sorte que la somme de soixante-deux mille cinq cents francs français (62.500,- FRF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

##### *Constatation*

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

##### *Evaluation des frais*

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à un million cinq cent douze mille cinq cents francs (1.512.500,-).

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ cinquante mille francs (50.000,-).

##### *Assemblée générale extraordinaire*

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Sont nommés administrateurs:
  - a) Madame Lydie Nussbicker, prénommée.
  - b) Mademoiselle Anne Mury, prénommée,
  - c) Monsieur Michel Zapirain, prénommé.
3. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: Madame Mireille Steffen, prénommée.
4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2002.
5. Le siège social de la société est fixé à Luxembourg, 39, rue Ermesinde.
6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à Madame Lydie Nussbicker et Monsieur Michel Zapirain, prénommés, qui auront le pouvoir d'engager la société chacun par sa signature individuelle.

*Réunion du conseil d'administration*

Ensuite les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, et acceptant leur nomination, ont désigné, à l'unanimité, en conformité avec les pouvoirs leur conférés par les actionnaires, Madame Lydie Nussbicker et Monsieur Michel Zapirain, prénommés, comme administrateurs-délégués qui auront le pouvoir d'engager la société chacun par sa signature individuelle.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Steffen, L. Nussbicker, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 16 août 1996, vol. 92S, fol. 84, case 11. – Reçu 15.116 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 4 septembre 1996.

G. Lecuit.

(31897/220/167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 1996.

**CROSSBOW SALES & MARKETING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

**STATUTS**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le huit août.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. - RONGWHELL Limited, société de droit irlandais, établie et ayant son siège social à Dublin (Irlande), ici représentée par Maître Stef Oostvogels, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration générale donnée à Dublin, le 25 février 1992;
2. - Maître Stef Oostvogels, prénommé, agissant en son nom personnel.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de CROSSBOW SALES & MARKETING S.A.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet des activités, au sens le plus large, de marketing, de public relations, de promotion, de diffusion et de vente.

La société pourra mener toutes transactions commerciales ou immobilières, toutes opérations d'achats-ventes, procéder à tous investissements et prises de participations, et généralement effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières ou autres pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités de la société.

**Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à quarante-cinq mille dollars des Etats-Unis (45.000,- USD), représenté par quarante-cinq (45) actions d'une valeur nominale de mille dollars des Etats-Unis (1.000,- USD) chacune.

Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital autorisé de la société est fixé à cent mille dollars des Etats-Unis (100.000,- USD), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de mille dollars des Etats-Unis (1.000,- USD) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la publication des statuts, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

### Administration - Surveillance

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur voix par écrit, par télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 9.** Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou de toute autre personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

### Année sociale - Assemblée générale

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit le premier mercredi du mois de mai à 9.00 heures à Luxembourg, au siège social de la société ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

### Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se terminera le 31 décembre 1996. La première assemblée générale annuelle se tiendra en 1997.

### Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. - RONGHWELL Limited, préqualifiée, quarante-quatre actions	44
2. - Maître Stef Oostvogels, prénommé, une action	1
Total: quarante-cinq actions	45

Les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de quarante-cinq mille dollars des Etats-Unis (45.000,- USD) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

### Constation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

*Frais*

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à un million trois cent soixante-dix-sept mille cent trente francs (1.377.130,-).

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ cinquante mille francs (50.000,-).

*Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant, les comparants, es qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent comme dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. - Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. - Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
  - a) Madame Eileen Essenburg, marketing communication manager, demeurant à Nieuwegein, Pays-Bas,
  - b) Madame Fleur V.d. Wal, secrétaire de direction, demeurant à Sleenwijk, Pays-Bas,
  - c) Monsieur Gerdo Schepel, directeur, demeurant à Vuren, Pays-Bas.
3. - Est appelée aux fonctions de commissaire:
  - CORPORATE FINANCE BUSINESS S.A., ayant son siège social à Luxembourg.
4. - Le mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'an 2001.
5. - Le siège social de la société est fixé à L-1331 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
6. - Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière à Monsieur Gerdo Schepel, prénommé.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Oostvogels, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 1996, vol. 92S, fol. 76, case 4. – Reçu 13.795 francs.

*Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.*

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 3 septembre 1996.

G. Lecuit.

(31899/220/151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 1996.

**TELE CENTER S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8015 Strassen, 4, rue des Carrefours.

R. C. Luxembourg B 51.609.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31876/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**TERA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R. C. Luxembourg B 49.669.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31877/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**ELMSFORD INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

**STATUTES**

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the sixth of August.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange.

There appeared:

1. TYNDALL MANAGEMENT S.A., having its registered office in Luxembourg, here represented by Mr Jan A.J. Bout, managing director, residing in Luxembourg, acting in his capacity of managing director;
2. NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., having its registered office in Luxembourg,

here represented by Mr Jan A.J. Bout, prenamed, acting in his capacity of managing director. Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have drawn up the following articles of a joint stock company which they intend to organize among themselves.

### **Name, Registered Offices, Duration, Object, Capital**

**Art. 1.** Between the above-mentioned persons and all those that may become owners of the shares created hereafter, a joint stock company is herewith organised under the name of ELMSFORD INVESTMENTS S.A.

**Art. 2.** The registered offices are in Luxembourg City.

The company may establish branch offices, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered offices by a simple decision of the board of directors.

If extraordinary events either political, economic or social that might create an obstacle to the normal activities at the registered offices or to the easy communications of these offices with foreign countries should arise or be imminent, the registered offices may be transferred to another country till the complete cessation of these abnormal circumstances. This measure, however, shall not affect the nationality of the company, which will keep its Luxembourg nationality, notwithstanding the provisional transfer of its registered offices.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered offices and inform third persons.

**Art. 3.** The company is established for an unlimited period.

**Art. 4.** The object of the corporation is the holding of participations in any form whatever, in other Luxembourg or foreign companies, the control, the management as well as for the development of these participations.

It may acquire any securities or rights by way of share participations, subscriptions, negotiations or in any other manner, participate in the establishment, development and control of any companies or enterprises and render them any assistance by remaining, however, within the limits established by the law of July 31st, 1929 governing the holding companies and by the article 209 of the amended law on trading companies.

It may also acquire and develop patents, trademarks and connected licences.

**Art. 5.** The subscribed capital of the company is fixed at one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF), represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, except those shares for which the law prescribes the registered form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

### **Management, Supervision**

**Art. 6.** The company is administered by a board of not less than three officers, shareholders or not, who are appointed for a term which may not exceed six years by the General Meeting of shareholders and can be dismissed at any time.

If the post of a director elected by the General Meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected may provisionally appoint a replacement. In this case, the next General Meeting will proceed to the final election.

**Art. 7.** The board of directors chooses among its members a chairman. The first chairman is appointed by the General Meeting. In case the chairman is unable to carry out his duties, he is replaced by the director designated to this effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions, if the majority of its members are present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that every director can represent only one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, cable, telex or telefax, confirmed by letter.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

**Art. 8.** All decisions by the board shall require an absolute majority. In case of an equality of votes, the chairman of the meeting carries the decision.

**Art. 9.** The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

The copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

**Art. 10.** Full and exclusive powers for the administration and management of the company are vested in the board of directors, which alone is competent to determine all matters not reserved for the General Meeting by law or by the present articles.

**Art. 11.** The board of directors may delegate the daily management to directors or to third persons who need not be shareholders of the company. Delegation of daily management to a member of the board is subject to previous authorization by the General Meeting of shareholders.

**Art. 12.** Towards third parties the company is in all circumstances committed by the joint signatures of two directors or by the single signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In their current relations, with the public administrations, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

**Art. 13.** The company is supervised by one or several statutory auditors, who are appointed by the General Meeting which fixes their number and their remuneration.

The duration of the term of office of an auditor is fixed by the General Meeting. It may not, however, exceed six years.

### **General Meeting**

**Art. 14.** The General Meeting represents the whole body of the shareholders. It has the most extensive powers to decide on the affairs of the company. The convening notices are made in the form and delay prescribed by law.

**Art. 15.** The annual General Meeting is held in the commune of the registered offices at the place specified in the notice convening the meeting on the second Friday of June at 2.00 p.m. and for the first time in 1997.

If such day is a holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

**Art. 16.** The directors or the auditors may convene an extraordinary General Meeting. It must be convened at the request of shareholders representing one fifth of the company's capital.

**Art. 17.** Each share entitles to the casting of one vote.

### **Business Year, Distribution of Profits**

**Art. 18.** The business year begins on January 1st and ends on December 31st. The first business year begins today and ends on December 31st, 1996.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal prescriptions.

It submits these documents with a report of the company's operations one month at least before the Statutory General Meeting to the statutory auditors.

**Art. 19.** After deduction of general expenses and all charges, the balance represents the net profit of the company. Five per cent of this net profit shall be allocated to the legal reserve fund. Such deduction will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten per cent of the share capital of the company.

The balance is at the disposal of the General Meeting.

Advances and dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The General Meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursement of the capital, without reducing the corporate capital.

### **Dissolution, Liquidation**

**Art. 20.** The company may be dissolved by a decision of the General Meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical bodies, appointed by the General Meeting which will specify their powers and remunerations.

### **General Dispositions**

**Art. 21.** As regards the matters which are not specified in the present articles, the parties refer and submit to the provisions of the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies and to the laws modifying it.

#### *Statement*

The notary executing this deed declares that the conditions enumerated in article 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *Expenses*

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately sixty thousand Luxembourg francs (60,000.- LUF).

#### *Subscription*

The shares have been subscribed to as follows:

1. TYNDALL MANAGEMENT S.A., prenamed, six hundred and twenty-five shares . . . . .	625
2. NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., prenamed, six hundred and twenty-five shares . . . . .	625
Total: one thousand two hundred and fifty shares . . . . .	1.250

The subscribed capital has been paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF) as was certified to the notary executing this deed.

#### *Extraordinary General Meeting*

The above-named parties, representing the whole of the subscribed capital, holding themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions.

1. The company's address is fixed at L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
2. The following have been elected as directors, their term of office expiring at the General Meeting which will be called to deliberate on the operations of the year 2001:
  - a) NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., prenamed,
  - b) TYNDALL MANAGEMENT S.A., prenamed,
  - c) ALPMANN HOLDINGS LIMITED, having its registered office in Tortola, BVI.

3. The following has been appointed as statutory auditor, his term of office expiring at the General Meeting which will be called to deliberate on the operations of the year 2001:

Mr Frank Bauler, chartered accountant, residing in Vianden.

4. The board of directors is authorized to delegate the daily management of the company as well as the representation concerning the daily management to a member of the board of directors.

#### *Meeting of the Board of Directors*

According to the powers granted, the members of the board, duly present or represented, and accepting their nomination, have immediately thereafter proceeded to appoint by unanimous vote NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., prenamed, as managing director.

The undersigned notary, who knows English, states that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le six août.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. TYNDALL MANAGEMENT S.A., ayant son siège social à Luxembourg, ici représentée par Monsieur Jan A.J. Bout, managing director, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité d'administrateur-délégué;

2. NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., ayant son siège social à Luxembourg, ici représentée par Monsieur Jan A.J. Bout, prénommé, agissant en sa qualité d'administrateur-délégué.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

#### **Dénomination, Siège, Durée, Objet, Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de ELMSFORD INVESTMENTS S.A.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs, aussi bien dans au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, le contrôle et la gestion, ainsi que la mise en valeur de ces participations.

Elle peut faire l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de négociation et de toute autre manière, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes sociétés ou entreprises et leur prêter tout concours, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et de l'article 209 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales.

Elle peut en outre faire l'acquisition et la mise en valeur de brevets, marques et licences connexes.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

#### **Administration, Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle. En cas de nomination sans indication d'un terme, les nominations sont faites pour une durée de six ans.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné, à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 8.** Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

**Art. 11.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six ans.

#### *Assemblée générale*

**Art. 14.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième vendredi du mois de juin à 14.00 heures et pour la première fois en 1997.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunira le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

#### **Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 1996.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

**Art. 19.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables soient affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

#### **Dissolution, Liquidation**

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

#### **Disposition générale**

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

*Constatation*

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué à environ soixante mille francs (60.000,-).

*Souscription*

Les actions ont été souscrites comme suit:

1. TYNDALL MANAGEMENT S.A., préqualifiée, six cent vingt-cinq actions . . . . .	625
2. NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., préqualifiée, six cent vingt-cinq actions . . . . .	625
Total: mille deux cent cinquante actions . . . . .	1.250

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

*Assemblée générale extraordinaire*

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée à L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
2. Sont appelés aux fonctions d'administrateur, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'année 2001:
  - a) NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., préqualifiée,
  - b) TYNDALL MANAGEMENT S.A., préqualifiée,
  - c) ALPMANN HOLDINGS LIMITED, ayant son siège social à Tortola, BVI.
3. Est appelé aux fonctions de commissaire, son mandat expirant lors de l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'année 2001:
 

Monsieur Frank Bauler, expert-comptable, demeurant à Vianden.
4. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à un membre du conseil.

*Réunion du conseil d'administration*

Ensuite les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, et acceptant leur nomination, ont désigné, à l'unanimité, en conformité des pouvoirs leur conférés par les actionnaires, NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., préqualifiée, comme administrateur-délégué.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. A.J. Bout, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 1996, vol. 92S, fol. 73, case 8. – Reçu 12.500 francs.

Le Releveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 3 septembre 1996.

G. Lecuit.

(31900/220/325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 1996.

**TERA AIRTECH S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R. C. Luxembourg B 50.416.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31878/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**TERRA-IMMOBILIEN S.A., Aktiengesellschaft.**

H. R. Luxemburg B 49.716.

Mit Wirkung vom 12. Juli 1996 wurde der Sitz der Gesellschaft gekündigt.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für die Gesellschaft

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 24, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Releveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31879/592/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**T.I.C., TRAVAIL INTERNATIONAL DE COMMUNICATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1635 Luxembourg, 2, allée Léopold Goebel.  
R. C. Luxembourg B 52.675.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31880/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**TILSIT HOLDING INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R. C. Luxembourg B 50.603.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 484, fol. 1, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31881/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**TYCOON INT., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 44, rue de Strasbourg.  
R. C. Luxembourg B 31.821.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31882/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**UGMF HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R. C. Luxembourg B 41.253.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 août 1996, vol. 483, fol. 103, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

Signature

(31883/502/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**VILLA ADRIANA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.  
R. C. Luxembourg B 39.588.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 24, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle du 17 juin 1996*

L'Assemblée renouvelle le mandat d'administrateur de:

Messieurs Patrick Rochas et Maurice Houssa.

L'Assemblée élit aux fonctions d'administrateur, Mademoiselle Céline Stein, administrateur de sociétés, domiciliée à Luxembourg, en lieu et place de Monsieur Aloyse Scherer jr.

L'Assemblée appelle aux fonctions de commissaire aux comptes, la société EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG).

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1995.

L'Assemblée décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à LUF 771.112,- au poste «Résultats reportés».

Signature

Administrateur

(31887/636/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**MEBAULUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1274 Howald, 55, rue des Bruyères.  
R. C. Luxembourg B 48.974.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 3 septembre 1996*

L'assemblée nomme, à l'unanimité des voix, comme gérant technique:

Monsieur Michael Metrich, entrepreneur, demeurant à D-54450 Freudenburg, Gartenstrasse 66.

Le mandat ainsi conféré est révocable à tout moment par l'assemblée générale.

M. Metrich    A. Metrich

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 17, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

(31829/680/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**ME-KO TRANS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.  
R. C. Luxembourg B 44.364.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1996, vol. 484, fol. 21, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 1996.

Signature.

(31831/756/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 1996.

**SOCIETE DE PARTICIPATIONS APAFIN S.A.H., Société Anonyme Holding.****RECTIFICATIF**

A la page 25312 du Mémorial C No 528 du 18 octobre 1996, il y a lieu de lire aux quatre intitulés:

SOCIETE DE PARTICIPATIONS APAFIN S.A.H., Société Anonyme Holding.

(04102/XXX/7)

**BANCO AMBROSIANO HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 2A, rue Louvigny.  
R. C. Luxembourg B 6.436.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 29 novembre 1996 à 11.00 heures au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

**Ordre du jour:**

Prorogation de la durée de la société et modification afférente des statuts.

Pour être admis à l'assemblée, les actions au porteur devront être déposées pour le 20 novembre 1996 au plus tard au siège de la société. Le récépissé vaudra ticket d'admission.

I (04117/250/14)

Le Conseil d'Administration.

**FONDS INVESTMENT, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 11, rue Aldringen.  
H. R. Luxemburg B 38.664.

Die Aktionäre der SICAV FONDS INVESTMENT werden hiermit zur

**AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

einberufen, welche am Sitz der Gesellschaft am 29. November 1996 um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

**Tagesordnung:**

1. Beschluss über die Auflösung der Gesellschaft.
2. Ernennung des Liquidators.
3. Festsetzung des Datums, an welchem eine neue Generalversammlung einberufen wird, um den Bericht des Liquidators zu genehmigen und den Liquidationskommissar zu ernennen.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung verlangen ein Quorum von mindestens 50% und werden mit einer Mehrheit von 2/3 der abgegebenen Stimmen gefaßt. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

I (04085/755/19)

Der Verwaltungsrat.

**FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1021 Luxembourg, Kansallis House, place de l'Etoile.  
R. C. Luxembourg B 50.611.

Notice is hereby given that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR («the Fund») will be held at the registered office of the Fund in Luxembourg on Thursday 28th November 1996 at noon to consider the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the Report of the Board of Directors.
2. Presentation of the Report of the Auditors.
3. Approval of the balance sheet and income statement for the financial year ended 30th June 1996.
4. Discharge to the Board of Directors.
5. Election of eight (8) Directors, specifically the re-election of the following eight (8) present Directors: Messrs Edward C. Johnson 3d, Barry R.J. Bateman, Charles T.M. Colis, Sir Charles A. Fraser, Jean Hamilius, Glen R. Moreno, David J. Saul and Helmert Frans van den Hoven.
6. Approval of the payment of director's fees for the period ended 30th June 1996.
7. Election of the Auditors, specifically the election of COOPERS & LYBRAND, S.C., Luxembourg.
8. Consideration of such other business as may properly come before the meeting.

Subject to the limitations imposed by the Articles of Incorporation of the Fund with regard to ownership of shares by US persons or of shares which constitute in the aggregate more than three per cent (3 %) of the outstanding shares, each share is entitled to one vote. A shareholder may attend and vote at the meeting or may appoint a proxy to attend and vote. Such proxy need not be a shareholder of the Fund.

Holders of Registered Shares may vote by proxy by returning to the registered office of the Fund the form of registered shareholder proxy sent to them.

Holders of Bearer Shares who wish to attend the Annual General Meeting or vote at the meeting by proxy should contact the Fund, or one of the following institutions:

*in Luxembourg:*

- FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A., Kansallis House, place de l'Etoile, B.P. 2174, L-1021 Luxembourg;
- BANKERS TRUST LUXEMBOURG S.A., 14, boulevard F. Roosevelt, L-2450 Luxembourg;

*in Germany:*

- BANKHAUS B METZLER SEEL, SOHN & CO, KGaA, grosse Gallusstrasse 12, D-60015 Frankfurt am Main;

*in Hong Kong:*

- FIDELITY INVESTMENTS MANAGEMENT (HONG KONG) LIMITED, 16th Floor, Citibank Tower, 3 Garden Road, Central Hong Kong.

To be valid, proxies must reach the registered office of the Fund on 25th November 1996 not later than noon (Luxembourg time).

October 1996.

I (04084/584/43)

*By order of the Board of Directors.*

**PROTECTED CAPITAL, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 48.620.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 27 novembre 1996 à 13.30 heures au siège social de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des opérations au 30 juin 1996. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées.

Pour être admis à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée aux guichets de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch.

I (04129/584/21)

*Le Conseil d'Administration.*

**CAT UMBRELLA, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 48.982.

Shareholders are kindly invited to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

to be held on *November 27, 1996* at 11.30 a.m. at the offices of **BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.**, 69, route d'Esch, Luxembourg with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the reports of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as of July 31, 1996.
3. Allocation of the net result.
4. Discharge to the Directors.
5. Statutory appointments.
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the annual general meeting and the decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the meeting.

In order to attend the meeting the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting with **BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG**, 69, route d'Esch, Luxembourg.

I (04128/584/22)

*The Board of Directors.*

**EUROPEAN MONEY MARKET, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.  
R. C. Luxembourg B 25.948.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav **EUROPEAN MONEY MARKET** pour assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse, le mercredi 27 novembre 1996 à 10.00 heures afin de délibérer sur les points suivants:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises.
3. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 1996.
4. Affectation des résultats par classes d'actions.
5. Décharge aux Administrateurs.
6. Composition du Conseil d'Administration.
7. Divers.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les Actionnaires doivent déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée auprès de la **BANQUE NAGELMACKERS 1747 (LUXEMBOURG) S.A.**

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des actionnaires présents ou représentés.

I (04187/049/24)

*Le Conseil d'Administration.*

**NOVAG INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 15.204.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à une

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 14, rue Aldringen, le 19 novembre 1996 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Mise en liquidation de la société;
2. Nomination d'un liquidateur ou de plusieurs liquidateurs et détermination de ses ou de leurs pouvoirs.

II (04048/029/14)

*Le Conseil d'Administration.*

**GOLDSBERG S.A., Société Anonyme.**  
Registered office: Luxembourg, 13, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 42.529

---

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

**STATUTORY GENERAL MEETING**

which is going to be held on *November 18th, 1996* at 11.30 a.m. at the head office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the report of the Board of Directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the Balance Sheet, Profit and Loss Account, and allocation of these results as per December 31, 1994.
3. Discharge to the directors and the statutory auditor.
4. Statutory elections.
5. Question of an eventual dissolution of the company, according to article 100 of the commercial company law of August 10, 1915.
6. Transfer of the registered office of the company.
7. Miscellaneous.

II (04010/595/19)

*The Board of Directors.*

---

**AMHURST CORPORATION, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 18.301.

---

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à une

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 14, rue Aldringen, le *19 novembre 1996* à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Réduction du capital social à concurrence de 3.100.000,- USD (trois millions cent mille U.S. dollars) pour le ramener de son montant actuel de 3.500.000,- USD (trois millions cinq cent mille U.S. dollars) à 400.000,- USD (quatre cent mille U.S. dollars) par affectation du montant de la réduction de capital aux autres réserves;
2. Modification afférente à l'article 3 des statuts;
3. Réduction de la réserve légale à 40.000,- USD (quarante mille U.S. dollars) par affectation du surplus aux autres réserves.

II (04049/029/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**NFM TRADING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8077 Bertrange, 200, rue de Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 47.909.

---

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi *20 novembre 1996* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du réviseur d'entreprises;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 1995;
4. Décharge aux administrateurs quant à l'exercice sous revue;
5. Désignation d'un réviseur d'entreprises externe conformément à l'article 256 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

II (04058/537/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---